

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11518]

**8 MAART 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
waarbij een bijzonder wapen, een zegel en een vlag
aan de gemeente Rebecq (Roosbeek (bij Tubeke)) worden toegekend**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 tot oprichting van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België en tot vaststelling van de vlag, het zegel en het wapen van de steden en gemeenten, artikel 5, gewijzigd bij de decreten van 10 april 2003 en 23 juni 2006;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 augustus 1988 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van het wapen, het zegel en de vlag van de steden en gemeenten, gewijzigd bij het besluit van 26 februari 1991;

Gelet op het advies van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde, gegeven op 28 oktober 2016;

Overwegende het koninklijk besluit van 17 september 1975 houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen, bekrachtigd door de wet van 30 december 1975, krachtens hetwelk de gemeenten Bierk, Quenast en Roosbeek (bij Tubeke), alsook een deel van het grondgebied van Sint-Renelde werden samengevoegd in een nieuwe gemeente, Roosbeek genoemd;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 29 december 2016, waarbij de gemeente Roosbeek de erkenning van een bijzonder wapen, een zegel en een vlag aanvraagt die verwijzen naar de historische banden tussen de meeste bestanddelen van de gemeente;

Gelet op het gunstig advies van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde, dat moet worden nageleefd;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Enig artikel. De gemeente Rebecq (Roosbeek) wordt ertoe gemachtigd het bijzondere wapen, het zegel en de vlag die hierna beschreven zijn, te gebruiken.

Het wapen wordt beschreven als volgt : in sabel een gekanteelde toren van zilver, in het hart beladen met een schild van keel met een gouden R, het schild geplaatst op een biezenbundel gemengd met drie rieten en omringd door twee bloeiende en geknopte wilde rozenstelen, alles van natuurlijke kleur, volgens het in bijlage 1 vermelde model.

Het zegel beeldt het in het tweede lid bedoelde wapenschild af, met, bovenaan, de legende “commune de Rebecq” (gemeente Roosbeek)”, en, onderaan, “Communauté française” (Franse Gemeenschap), volgens het in bijlage 2 vermelde model.

De vlag bestaat uit drie horizontale banen van rood, van wit en van groen, waarbij de rode baan twee keer zo breed is als de twee andere, aan de stok beladen met een rood geopende gele mispelbloem, volgens het in bijlage 3 vermelde model.

Brussel, 8 maart 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/11500]

8 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités pour les remises d’avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l’article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l’obligation scolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telles que modifiées;

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l’obligation scolaire, notamment l’article 1^{er} tel que modifié par le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l’enseignement maternel et primaire et modifiant la réglementation de l’enseignement;

Vu l’arrêté du 18 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités pour les remises d’avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l’article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l’obligation scolaire;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2016;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2016;

Vu le protocole de négociation syndicale du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l’enseignement libre subventionné, conclu en date du 26 août 2016;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 26 août 2016;

Vu le protocole de consultation du 12 septembre 2016 des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire conformément à l'article 7, § 2, du décret du 30 avril 2009 portant sur les Associations de parents d'élèves et les Organisations représentatives d'Associations de parents d'élèves en Communauté française;

Vu l'avis n°60.878/2 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2017 sur base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1^o « les parents » : les personnes investies de l'autorité parentale ou qui ont la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire;

2^o « année complémentaire » : année durant laquelle l'élève fréquente l'enseignement maternel suite à la décision exceptionnelle, de fréquenter l'enseignement maternel au cours de la première année de scolarité obligatoire.

CHAPITRE 2. — De la possibilité de fréquenter la première année de l'enseignement primaire dès l'âge de cinq ans ou de fréquenter l'enseignement primaire pendant huit ou neuf années

Art. 2. § 1^{er}. L'avis à émettre par le chef d'établissement en exécution de l'article 1^{er}, § 4, 1^o, § 4bis, 2^o et 3^o, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire doit être remis aux parents par le chef de l'établissement que fréquente l'enfant durant l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis.

§ 2. L'avis - favorable ou défavorable - émis par le chef d'établissement ne peut en aucun cas être le simple reflet d'une opinion mais bien le résultat élaboré après avoir consulté tous les membres concernés de l'équipe éducative.

§ 3. Une attestation d'avis doit également être remise aux parents. Elle doit être conforme au formulaire figurant en annexe A et signé par le chef d'établissement.

Art. 3. § 1^{er}. L'avis à émettre par le centre psycho-médico-social compétent en exécution de l'article 1^{er}, § 4, 1^o, § 4bis, 2^o et 3^o, de la loi du 29 juin 1983 précitée, doit être remis aux parents par le centre qui dessert l'école fréquentée par l'élève durant l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis.

§ 2. L'avis - favorable ou défavorable - émis par le centre psycho-médico-social ne peut en aucun cas être le simple reflet d'une opinion mais bien le résultat élaboré des moyens mis en œuvre par l'équipe psycho-médico-sociale en fonction des caractéristiques et des besoins propres à chaque cas. Une synthèse des constats de l'équipe doit explicitement figurer au dossier individuel de l'élève.

§ 3. Une attestation d'avis doit également être remise aux parents. Elle doit être conforme au formulaire figurant en annexe B et signé par le directeur du centre compétent.

Art. 4. Lorsque la demande porte sur le § 4, 1^o, § 4bis, 2^o et 3^o, de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 précitée, les parents, après avoir recueilli les avis du chef d'établissement et du centre psycho-médico-social, réclament à la direction de l'école où ils souhaitent inscrire l'enfant, un formulaire conforme à celui figurant en annexe C, le remplissent, le datent, le signent et le remettent accompagné des avis du chef d'établissement et du centre psycho-médico-social en 3 exemplaires à l'école où ils souhaitent inscrire l'enfant.

CHAPITRE 3. — De la possibilité de fréquenter l'enseignement maternel pendant la première année de la scolarité obligatoire

Art. 5. Les parents doivent attester du caractère exceptionnel de la demande sur base d'un document délivré depuis moins de 6 mois par un spécialiste (logopède, neurologue, neuropédiatre, neuropsychiatre, neuropsychologue, oto-rhino-laryngologue, pédiatre ou psychiatre).

Art. 6. Après avoir attesté du caractère exceptionnel de la demande, les parents sollicitent les avis du chef de l'établissement que fréquente l'enfant durant l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis et du centre psycho-médico-social de l'école avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

Art. 7. L'avis -favorable ou défavorable- à émettre par le chef d'établissement doit être remis aux parents et doit être conforme au formulaire figurant en annexe A et doit obligatoirement être accompagné, à minima, d'un plan différencié d'apprentissage reprenant, pour l'élève concerné, les éléments suivants motivés :

- a) l'avis circonstancié du titulaire de l'enfant;
- b) la mise en évidence précise des difficultés concrètes et des compétences attendues non atteintes durant, à minima, l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis;
- c) le dispositif d'aide (modalités concrètes d'application des stratégies d'inclusion et de différenciation) concret interne à l'établissement scolaire mis en place (en concertation avec, à minima, les titulaires de classe, la direction d'école, le CPMS et les parents) durant l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis;
- d) les aides externes concrètes proposées aux responsables légaux durant l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis;
- e) les objectifs précis et concrets à atteindre au terme de l'année complémentaire;
- f) le dispositif d'accompagnement (modalités concrètes d'application des stratégies d'inclusion et de différenciation) interne à l'établissement scolaire qui sera mis en place (en concertation avec, à minima, les titulaires de classe, la direction d'école, le CPMS et les parents) durant l'année complémentaire pour atteindre les objectifs fixés;
- g) le processus de suivi du dispositif tout au long de l'année complémentaire;
- h) le processus d'évaluation à mi-parcours et au terme de l'année complémentaire;
- i) la liste des intervenants internes et externes au processus (regroupant à minima, les titulaires de classe -année précédente et année complémentaire-, la direction d'école, le CPMS et les parents) ainsi que la description de leurs interventions.

Art. 8. § 1^{er}. L'avis à émettre par le centre psycho-médico-social compétent doit être remis aux parents par le centre qui dessert l'école fréquentée par l'élève durant l'année scolaire qui précède celle pour laquelle l'avis est requis. A défaut d'existence d'un tel centre, cet avis doit être fourni par le centre psycho-médico-social qui dessert l'école où l'élève va s'inscrire.

§ 2. L'avis -favorable ou défavorable- conforme au formulaire figurant en annexe B doit être motivé et ne peut en aucun cas être le simple reflet d'une opinion mais bien le résultat élaboré des moyens mis en œuvre par l'équipe psycho-médico-sociale en fonction des caractéristiques et des besoins propres à chaque cas. Une synthèse des constats de l'équipe doit explicitement figurer au dossier individuel de l'élève tel que prévu par l'article 6 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

Art. 9. Les parents, après avoir recueilli les avis du chef d'établissement et du centre psycho-médico-social, réclament à la direction de l'école où ils souhaitent inscrire l'enfant, un formulaire conforme à celui figurant en annexe C, le remplissent, le datent et le signent. La direction de l'école où les parents souhaitent inscrire leur enfant adresse, accompagné de l'attestation décrite à l'article 5 et des annexes A, B et C complétées, l'avis complet du directeur de l'établissement scolaire et l'avis complet du centre PMS au Service général de l'Inspection avant le 30 mai de l'année scolaire en cours.

Art. 10. A la réception des documents repris à l'article 9, le Service général de l'Inspection désigne un inspecteur(trice) de l'enseignement maternel différent du secteur d'inspection dont relève l'école pour l'application de l'article 11, § 1 et § 2, du présent arrêté.

Art. 11. § 1^{er}. Sur base des annexes A, B, C, de la demande des parents, de l'attestation visée à l'article 5, des avis motivés du directeur de l'établissement scolaire et du centre PMS, l'inspecteur(trice) désigné(e) autorise ou refuse la fréquentation de l'enseignement maternel pendant la première année de la scolarité obligatoire.

§ 2. L'inspecteur(trice) désigné(e) peut entendre les parents. Il émet sa décision motivée dans les 10 jours ouvrables de la réception de la demande. Si la décision n'est pas rendue dans ce délai, la décision de fréquenter l'enseignement maternel au cours de la première année de scolarité obligatoire est considérée comme accordée.

*CHAPITRE 4. — Recours contre l'avis défavorable
sur la possibilité de fréquenter l'enseignement maternel pendant la première année de la scolarité obligatoire*

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement crée une Chambre de recours.

§ 2. La Chambre de recours comprend le président, ayant voix délibérative, onze membres effectifs et un secrétaire choisi parmi les membres des Services du Gouvernement.

Elle est présidée par un inspecteur relevant du Service général de l'Inspection de l'Enseignement Maternel désigné par l'Inspecteur général coordonnateur; la suppléance du président est assumée par un inspecteur relevant du Service général de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé désigné par l'Inspecteur général coordonnateur.

Outre son président, la Chambre de recours comprend des représentants des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française désignés par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement des centres P.M.S. :

- 1° trois enseignant(e)s et trois directeur(trice)s de l'enseignement maternel ordinaire;
- 2° un (e) Membre de l'enseignement spécialisé;
- 3° un (e) Membre de l'enseignement primaire ordinaire;
- 4° un (e) membre des centres psycho médico-sociaux;
- 5° deux membres désignés par les des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire;

§ 3. Il est prévu pour chacun des membres effectifs, un membre suppléant appartenant à la même catégorie et le même niveau d'enseignement que le membre effectif. Tant en ce qui concerne les membres effectifs qu'en ce qui concerne les membres suppléants, un équilibre est établi entre l'enseignement officiel et l'enseignement libre d'une part et entre l'enseignement confessionnel et l'enseignement non confessionnel d'autre part.

§ 4. Les membres sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le suppléant achève ledit mandat et un nouveau membre est désigné en qualité de suppléant. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, ou qui s'est absenté plus de la moitié des séances de l'année scolaire, cesse de faire partie de la Chambre de recours

§ 5. La Chambre de recours délibère valablement si la majorité des membres est présente. Toutefois, lorsque la Chambre de recours convoquée ne réunit pas le nombre de membres nécessaire, elle peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents. Les membres sont tenus au secret des dossiers et des délibérations de la Chambre de recours.

§ 6. Les résolutions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

§ 7. Le recours doit être introduit dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification faite par l'inspection, par envoi recommandé, à l'administrateur général de l'enseignement.

§ 8. Une copie du recours doit être envoyée simultanément à la direction de l'école.

§ 9. Le recours doit comprendre une motivation précise. Les parents devront donc indiquer la ou les raison(s) précise(s) pour lesquelles ils contestent la décision. Les parents joindront une copie de la décision que l'inspection leur a communiquée ainsi que les pièces qu'ils jugent utiles.

Art. 13. § 1^{er}. Dès la réception du recours, l'Administrateur général le transmet à la Chambre de recours.

§ 2. La Chambre de recours enjoint l'inspecteur et le directeur de l'établissement scolaire de produire à son intention tout document qu'elle juge utile à sa prise de décision. Elle peut entendre toute personne qu'elle juge utile.

§ 3. Les décisions de la Chambre de recours se fondent sur :

- 1° la motivation du recours conformément à l'article 12, § 9, du présent arrêté;
- 2° l'attestation décrite à l'article 2, les annexes A, B et C ainsi que les avis complets du directeur de l'établissement scolaire et du centre psycho-medico-sociaux;
- 3° la décision motivée du Service Général d'Inspection;

4° la correspondance entre les compétences acquises par l'élève et les compétences au terme de la première étape de l'enseignement obligatoire telles que définies dans le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

5° tout document (ou audition de personne) jugé utile par la commission de recours.

§ 4. La Chambre de recours siège au plus tard entre le 15 et le 30 juin de l'année scolaire en cours.

§ 5. La décision de la Chambre de recours est notifiée au requérant par l'Administration.

Art. 14. Tout établissement scolaire qui accepte l'inscription d'un enfant dans une année complémentaire sans document mentionnant l'autorisation favorable délivrée par l'inspection ou la Chambre de recours, ne sera pas autorisé à comptabiliser cet élève.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1999 pris en exécution de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire et déterminant les modalités de la remise d'avis aux parents prévue par l'article 1^{er}, § 4, 1°, § 4bis, 2° et 3°, est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 17. Le Ministre ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mars 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Annexe A à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2017 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Application de l'article 1^{er}, § 4 et § 4bis, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

ATTESTATION D'AVIS

Je soussigné(e) directeur,

atteste que les parents de l'élève ou les personnes visées à l'article 1^{er}, de la loi précitée,

nom de l'élève :

né(e) le :

se trouvant, durant l'année scolaire en (année d'études)

dans mon établissement :

Dénomination et adresse complète de l'école fréquentée l'année

scolaire qui précède celle pour laquelle une dérogation est

demandée :
.....
.....

ont obtenu de ma part un avis

favorable-défavorable (1)

o Concernant l'opportunité de fréquenter la première année de l'enseignement primaire dès l'âge de cinq ans;

o Concernant l'opportunité de fréquenter l'enseignement maternel au cours de la première année de scolarité obligatoire, auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école; cet avis est obligatoirement accompagné du dossier différencié d'apprentissage reprenant, pour l'élève concerné, les éléments motivés décrit à l'article 7 de l'arrêté du .

o Concernant l'opportunité de fréquenter l'enseignement primaire pendant une huitième année, auquel cas il peut, au cours de cette huitième année, être admis en sixième année;

o Concernant l'opportunité de fréquenter l'enseignement primaire pendant une neuvième année à la suite d'une maladie de longue durée.

L'avis a été remis aux parents ou aux personnes visées à l'article 1^{er},

Le

Le Directeur,

(1) Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française

du 8 mars 2017 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Bruxelles, le 8 mars 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Annexe B à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2017 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Application de l'article 1^{er}, § 4 et § 4bis, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

ATTESTATION D'AVIS

Je soussigné(e) directeur
du centre P.M.S, atteste que les parents de l'élève ou les personnes visées à l'article 1^{er}, de la loi précitée,
nom de l'élève :
né(e) le :

ont obtenu de ma part un avis

favorable-défavorable (1)

Concernant

- o l'opportunité de fréquenter la première année de l'enseignement primaire dès l'âge de cinq ans;
- o l'opportunité de fréquenter l'enseignement maternel au cours de la première année de scolarité obligatoire, auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école;
- o l'opportunité de fréquenter l'enseignement primaire pendant une huitième année, auquel cas il peut, au cours de cette huitième année, être admis en sixième année;
- o l'opportunité de fréquenter l'enseignement primaire pendant une neuvième année à la suite d'une maladie de longue durée.

L'avis a été remis aux parents ou aux personnes visées à l'article 1^{er}

le

Le

Le Directeur,

(1) Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2017 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Bruxelles, le 8 mars 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Annexe C à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2017 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Application de l'article 1^{er}, § 4 et § 4 bis, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

DECLARATION DU CHEF DE FAMILLE

Je soussigné(e)
(nom en lettres capitales, prénoms) :
domicilié(e) (adresse complète) :
personne investie de l'autorité parentale ou assumant la garde en droit ou
en fait de l'enfant (nom et prénom) :
né(e) le :

sollicite pour l'enfant (1),

- o l'opportunité de fréquenter la première année de l'enseignement primaire dès l'âge de cinq ans (dérogation 1);
- o l'opportunité de fréquenter l'enseignement maternel au cours de la première année de scolarité obligatoire, auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école (dérogation 2);
- o l'opportunité de fréquenter l'enseignement primaire pendant une huitième année, auquel cas il peut, au cours de cette huitième année, être admis en sixième année (dérogation 3);
- o l'opportunité de fréquenter l'enseignement primaire pendant une neuvième année à la suite d'une maladie de longue durée (dérogation 4).

La présente déclaration est faite sur base :

- (Dérogation 2) de l'attestation (2) jointe à la présente et délivrée par :
.....
.....
- de l'avis (3) favorable - défavorable (4) de la direction de l'école :
(dénomination et adresse complète) :
.....
.....
- de l'avis favorable - défavorable (5) du centre P.M.S.
(dénomination et adresse complète) :
.....

.....

 Remis à l'école le

Transmis à l'administration (en cas de dérogation 3 et 4)

En cas de dérogation 2, le dossier comprenant cette annexe C complétée, l'attestation, l'avis complet du directeur de l'établissement scolaire et l'avis complet du centre PMS est transmis à l'inspection avant le 15 mai par la direction de l'école/les responsables légaux où les parents souhaitent inscrire leur enfant

Le

Signature :

.....

(1) Biffer les mentions inutiles

(2) document attestant du caractère exceptionnel de la demande délivré depuis moins de 6 mois par un spécialiste (logopède, neurologue, neuropédiatre, neuropsychiatre, neuropsychologue, oto-rhino-laryngologue, pédiatre ou psychiatre)

(3) En cas de dérogation 2, l'enfant est tenu de fréquenter régulièrement l'école; cet avis est obligatoirement accompagné du dossier différencié d'apprentissage reprenant, pour l'élève concerné, les éléments motivés décrits à l'article 7 de l'arrêté du

(4) Biffer la mention inutile

(5) Biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 2017 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux § 4 et § 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Bruxelles, le 8 mars 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

—————

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11500]

8 MAART 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze waarop de adviezen en de machtigingen bedoeld in de paragrafen 4 en 4bis van artikel 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht moeten worden verstrekt

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 1, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 juli 1998 houdende organisatie van het kleuter- en lager onderwijs en houdende wijziging van de regeling van het onderwijs;

Gelet op het besluit van 18 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze waarop de adviezen en de machtigingen bedoeld in de paragrafen 4 en 4bis van artikel 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht moeten worden verstrekt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 juni 2016;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van de vakbond van het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, afgesloten op 26 augustus 2016;

Gelet op het overlegprotocol van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering, afgesloten op 26 augustus 2016;

Gelet op het raadplegingsprotocol van 12 september 2016 van de representatieve organisaties van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de Verenigingen van ouders van leerlingen en de Representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr.60.878/2 van de wetgevingsafdeling van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2017 op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de ouders » : de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die in rechte of in feite de minderjarige die onderworpen is aan de leerplicht onder hun bewaring hebben;

2° « aanvullend jaar » : het jaar waarin de leerling naar school gaat in het kleuteronderwijs ten gevolge van de uitzonderlijke beslissing om het kleuteronderwijs te volgen tijdens het eerste jaar van de leerplicht.

HOOFDSTUK 2. — *Mogelijkheid om het eerste leerjaar van het lager onderwijs te volgen vanaf vijf jaar of om het lager onderwijs tijdens acht of negen leerjaren te volgen*

Art. 2. § 1. Het door het inrichtingshoofd te verstrekken advies ter uitvoering van artikel 1, § 4, 1°, § 4bis, 2° en 3° van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht moet aan de ouders medegedeeld worden door het hoofd van de inrichting waar het kind school loopt tijdens het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies vereist is.

§ 2. Het door het inrichtingshoofd verstrekt – gunstig of ongunstig - advies mag in geen enkel geval de loutere weergave zijn van één enkele opinie maar moet de adviezen van al de betrokken leden van de educatieve ploeg weerspiegelen.

§ 3. Een attest van advies moet eveneens aan de ouders overgemaakt worden. Het moet opgemaakt zijn volgens het formulier dat als bijlage A bij dit besluit gaat en ondertekend zijn door het inrichtingshoofd.

Art. 3. § 1. Het advies dat door het bevoegd psycho-medisch-sociaal centrum ter uitvoering van artikel 1, § 4, 1°, § 4bis, 2° en 3° van de reeds vermelde wet van 29 juni 1983 verstrekt moet worden, moet aan de ouders overgemaakt worden door het centrum dat de school bedient waar de leerling school loopt tijdens het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies wordt vereist.

§ 2. Het door het psycho-medisch-sociaal centrum verstrekt – gunstig of ongunstig - advies mag in geen enkel geval de loutere weergave zijn van één enkele opinie maar moet het resultaat zijn van de middelen die in het werk gesteld worden door de psycho-medisch-sociale ploeg volgens de kenmerken en de behoeften die eigen zijn aan elk geval. Een synthese van de vaststelling van de ploeg moet uitdrukkelijk in het individueel dossier van de leerling opgenomen worden.

§ 3. Een attest van advies moet eveneens aan de ouders overgemaakt worden. Het moet opgemaakt zijn volgens het formulier dat als bijlage B van dit besluit gaat en ondertekend zijn door de directeur van het bevoegde centrum.

Art. 4. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op § 4, 1°, § 4bis, 2° en 3° van artikel 1 van de reeds vermelde wet van 29 juni 1983, vragen de ouders, na het advies van het hoofd van de inrichting en van het psycho-medisch-sociaal centrum ingewonnen te hebben, aan de schooldirectie waar zij het kind wensen in te schrijven, een formulier volgens het formulier dat als bijlage C bij dit besluit gaat, vullen het in, dateren, ondertekenen en geven het in drievoud af, samen met de adviezen van het hoofd van de inrichtingen en van het psycho-medisch-sociaal centrum, aan de school waar zij het kind wensen in te schrijven.

HOOFDSTUK 3. — *Mogelijkheid om het kleuteronderwijs tijdens het eerste leerjaar van de schoolplicht te volgen.*

Art. 5. De ouders moeten het uitzonderlijke karakter van de aanvraag bewijzen op basis van een document dat uitgereikt werd sinds minder dan 6 maanden door een specialist (logopedist, neuroloog, kinderneuroloog, zenuwarts, neuropsycholoog, keel- neus- en oorarts, kinderarts of psychiater).

Art. 6. Na het uitzonderlijk karakter van de aanvraag te hebben bewezen, vragen de ouders de adviezen aan het hoofd van de inrichting waar de leerling school loopt tijdens het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies wordt vereist en van het psycho-medisch-sociaal centrum van de school vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

Art. 7. Het door het inrichtingshoofd verstrekt – gunstig of ongunstig - advies moet aan de ouders bezorgd worden en moet conform zijn aan het formulier dat als bijlage A gaat en moet verplicht samen met, ten minste, een gedifferentieerd leerplan gaan met, voor de betrokken leerling, de volgende gemotiveerde elementen :

- a) het omstandig advies van de titularis van het kind;
- b) een duidelijke nadruk op de concrete moeilijkheden en de verwachte bekwaamheden die niet bereikt werden tijdens, ten minste, het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies wordt vereist;
- c) een concreet systeem voor hulpverlening (concrete nadere regels voor de toepassing van strategieën voor inclusie en differentiatie) dat intern is aan de ingestelde schoolinrichting (in overleg met, ten minste, de klastitularissen, de directie van de school, de psycho-medisch-sociale centra en de ouders) tijdens het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies wordt vereist;
- d) de duidelijke concrete hulpverlening aan de wettelijke verantwoordelijken tijdens het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies wordt vereist;
- e) de nauwkeurige en concrete doelstellingen die bereikt moeten worden na het aanvullend jaar;
- f) het begeleidingssysteem (concrete nadere regels voor de toepassing van strategieën inzake inclusie en differentiatie) dat intern is aan de schoolinrichting en dat ingesteld zal worden (in overleg met ten minste de klastitularissen, de directie van de school, het psycho-medisch-sociaal centrum en de ouders) tijdens het aanvullend jaar om de gestelde doelstellingen te bereiken;
- g) het opvolgingsproces van het systeem tijdens het aanvullend jaar;
- h) het evaluatieproces halverwege en na het aanvullend jaar;
- i) de lijst van de interne en externe personen die aan het proces deelnemen (met ten minste de klastitularissen – vorig jaar en aanvullend jaar-, de directie van de school, het psycho-medisch-sociaal centrum en de ouders) alsook de beschrijving van hun tussenkomsten.

Art. 8. § 1. Het advies dat door het bevoegd psycho-medisch-sociaal centrum verstrekt moet worden, moet aan de ouders overgemaakt worden door het centrum dat de school bedient waar de leerling school loopt tijdens het schooljaar dat het jaar voorafgaat waarvoor het advies wordt vereist. Bij gebrek aan een dergelijk centrum moet dit advies door het psycho-medisch-sociaal centrum verstrekt worden dat de school bedient waar de leerling zich laat inschrijven.

§ 2. Het - gunstig of ongunstig - advies dat conform is aan het formulier dat als bijlage B gaat, moet gemotiveerd worden en mag in geen enkel geval de loutere weergave zijn van één enkele opinie maar moet het resultaat van de middelen zijn die door de psycho-medisch-sociale ploeg aangewend worden in functie van de kenmerken en de behoeften die eigen zijn aan elk geval. Een synthese van de vaststellingen van de ploeg moet uitdrukkelijk voorkomen in het individueel dossier van de leerling, zoals bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 9. De ouders, na de adviezen van het hoofd van de inrichting en van het psycho-medisch-sociaal centrum ingewonnen te hebben, vragen aan de schooldirectie waar zij het kind wensen in te schrijven, een formulier conform het formulier dat als bijlage C gaat, vullen het in, dateren, ondertekenen. De directie van de school waar de ouders hun kind wensen in te schrijven, stuurt, met het attest beschreven in artikel 5 en de ingevulde bijlagen A, B en C, het volledig advies van de directeur van de schoolinrichting en het volledig advies van het psycho-medisch-sociaal centrum aan de Algemene Inspectiedienst vóór 30 mei van het lopende schooljaar

Art. 10. Na ontvangst van de documenten opgenomen in artikel 9 wijst de Algemene Inspectiedienst een inspecteur(trice) aan van het kleuteronderwijs verschillend van de Inspectiesector waaronder de school ressorteert voor de toepassing van artikel 11, § 1 en § 2, van dit besluit.

Art. 11. § 1. Op basis van de bijlagen A, B, C, van de aanvraag van de ouders, van het attest bedoeld in artikel 5, van de gemotiveerde adviezen van de directeur van de schoolinrichting en van het psycho-medisch-sociale centrum, laat de aangestelde inspecteur(trice) toe of weigert ze het bezoek van het kleuteronderwijs tijdens het eerste jaar van de leerplicht.

§ 2. De aangestelde inspecteur(trice) kan de ouders horen. Hij geeft zijn met redenen omklede beslissing binnen de 10 werkdagen na de ontvangst van de aanvraag. Indien de beslissing niet binnen deze termijn gegeven wordt, wordt de beslissing om het kleuteronderwijs tijdens het eerste jaar van de schoolplicht te volgen, beschouwd als toegestaan te worden.

HOOFDSTUK 4. — *Beroep tegen het ongunstig advies*
over de mogelijkheid om het kleuteronderwijs tijdens het eerste leerjaar van de schoolplicht te volgen.

Art. 12. § 1. De Regering richt een Raad van beroep op.

§ 2. De Raad van beroep is samengesteld uit de voorzitter die stemgerechtigd is, elf werkende leden en een secretaris gekozen onder de leden van de Diensten van de Regering.

Hij wordt voorgezeten door een inspecteur die behoort tot de Algemene Inspectiedienst van het kleuteronderwijs aangesteld door de Coördinerend inspecteur-generaal; de plaatsvervangende voorzitter wordt waargenomen door een inspecteur die behoort tot de Algemene Inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs aangesteld door de Coördinerend inspecteur-generaal.

Naast zijn voorzitter is de Raad van beroep samengesteld uit de vertegenwoordigers van de onderwijsinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, aangesteld door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs van de P.M.S.-centra:

- 1° drie leerkrachten en drie directeur(trice) van het gewoon kleuteronderwijs;
- 2° een lid van het gespecialiseerd onderwijs;
- 3° een lid van het gewoon lager onderwijs;
- 4° een lid van de psycho-medisch-sociale centra;
- 5° twee leden aangesteld door de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau;

§ 3. Er wordt voor elk werkend lid, een plaatsvervangend lid voorzien dat tot dezelfde categorie en hetzelfde niveau onderwijs behoort als het werkend lid. Zowel wat betreft de werkende leden als de plaatsvervangende leden wordt een evenwicht gevonden tussen het officieel onderwijs en het vrij onderwijs, enerzijds, en tussen het confessioneel onderwijs en het niet-confessioneel onderwijs, anderzijds.

§ 4. De leden worden door de Regering voor een periode van vier jaar benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar. Bij vacantverklaring vóór het verstrijken van een mandaat voleindigt de plaatsvervanger het betrokken mandaat en wordt een nieuw lid tot plaatsvervanger aangesteld. Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor het benoemd werd, of dat meer dan voor de helft van de zittingen van het schooljaar afwezig was, maakt niet meer van deel uit de Raad van beroep.

§ 5. De Raad van beroep beraadslaagt en beslist geldig indien de meerderheid van de leden aanwezig is. Nochtans, wanneer de bijeengeroepen Raad van beroep het vereiste aantal leden niet verenigt, kan hij, na een nieuwe bijeenroeping, geldig beraadslagen en beslissen over hetzelfde onderwerp ongeacht het aantal aanwezige leden. De leden zijn gehouden aan het beroepsgeheim van de dossiers en de beraadslagingen van de Raad van beroep.

§ 6. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 7. Het beroep moet binnen de 5 werkdagen, per aangetekende brief, bij de administrateur-generaal van het Onderwijs ingediend worden.

§ 8. Een afschrift van het beroep moet gelijktijdig aan de schooldirectie gestuurd worden.

§ 9. Het beroep moet een nauwkeurige motivering bevatten. De ouders zullen de specifieke reden(en) duidelijk vermelden waarom ze de beslissing betwisten. De ouders zullen een afschrift van de beslissing voegen die de inspectie hen meegegeed heeft, alsook de stukken die ze nuttig achten.

Art. 13. § 1. Bij ontvangst van het beroep bezorgt de Administrateur-generaal het aan de Raad van beroep.

§ 2. De Raad van beroep verzoekt de inspecteur en de directeur van de schoolinrichting hem elk document te bezorgen dat hij nuttig acht om zijn beslissing te nemen. Hij kan elke persoon horen die hij nuttig acht.

§ 3. De beslissingen van de Raad van beroep steunen op :

1° de motivering van het beroep overeenkomstig artikel 12, § 9 van dit besluit;

2° het attest beschreven in artikel 2, de bijlagen A, B en C alsook de volledige adviezen van de directeur van de schoolinrichting en van het psycho-medisch-sociaal centrum;

3° de gemotiveerde beslissing van de Algemene Inspectiedienst;

4° de overeenstemming tussen de bekwaamheden verworven door de leerling en de bekwaamheden na de eerste stap van het leerplichtonderwijs, zoals bedoeld in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking;

5° elk document (of verhoor van personen) dat nuttig wordt geacht door de Beroepscommissie.

§ 4. De Raad van beroep zetelt ten laatste tussen 15 en 30 juni van het lopende schooljaar.

§ 5. De beslissing van de Raad van beroep wordt door de Administratie aan de verzoeker meegegeed.

Art. 14. Elke schoolinrichting die de inschrijving aanvaardt van een kind in een aanvullend jaar, zorgt dat dit kind een document voorlegt waarin de gunstige toelating van de inspectie of de Raad van beroep vermeld wordt, zal niet toegelaten worden om die leerling bij te tellen.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1999 tot vaststelling van de wijze waarop de adviezen en de machtigingen bedoeld bij de paragrafen 4 en 4bis van artikel 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht moeten worden verstrekt, wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 17. De Minister bevoegd voor het Basisonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 maart 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS